

Épreuve d'admission du concours droit-économie 2021

--

Épreuve orale d'entretien

Sujet n° 16

A partir du document ci-dessous vous devez produire un raisonnement personnel et proposer une réflexion qui vous soit propre. Vous devez à la fois raisonner argumenter et exercer votre esprit critique sur le texte. Votre exposé durera 10 minutes maximum.

La cyberhumiliation

L'humiliation sur Internet : acteurs, méthodes d'enquête et prévention (Introduction)

Julie Alev Dilmaç, Giorgia Macilotti, in : *Déviance et Société* 2019/3 (Vol. 43), pages 293 à 298
Texte tronqué et modifié (...) (957 mots)

L'humiliation entre pairs, les atteintes à la dignité, le harcèlement moral et sexuel ont fait l'objet d'analyses sociologiques, psychologiques et même criminologiques. Ces interactions dites « toxiques » et « malsaines » qui remettent en question l'honneur et la dignité de l'individu, si elles ont été observables dans les contextes professionnel (voir par exemple Hirigoyen, 2002 ; Leymann, 1993 ; Ravisy, 2000) et scolaire (notamment Saint Martin, 2012 ; Tisseron, 2012), semblent aujourd'hui avoir intégré Internet. Divers termes sont employés dans la littérature pour désigner ces actes : on parle de « cyberharcèlement », de « cyberintimidation » ou encore d'« humiliation numérique ».

Il existe une variété de formes d'humiliation sur Internet et celles-ci, bien que proches, se doivent d'être différenciées pour mieux être appréhendées, et donc combattues. Le cyberharcèlement n'est alors envisageable que comme *une* des multiples formes que peut prendre la cyberhumiliation. Ainsi, la création d'un « profil » peu flatteur au nom d'un tiers, la mise en ligne de photographies ou de vidéos détournées relevant de l'intime (quelquefois même montées de toutes pièces), les applications au nom de la victime pointant du doigt un comportement jugé indécent, les menaces, les agressions verbales et les violences psychologiques perpétrées par le biais d'Internet, etc., sont autant d'exemples d'actes qui relèvent de l'humiliation numérique.

La question de l'agression en ligne d'une victime par un groupe ou par un seul individu semble d'ailleurs s'être étendue au monde entier au regard du nombre important de recherches effectuées à ce sujet (voir notamment Kowalski, 2008 ; Slonje, Smith, 2008). Ainsi, pour certains, ces agressions résulteraient du manque de régulation ou de l'impossible relation d'empathie (Belhomme, 2010) entre les utilisateurs dans le monde virtuel ; pour d'autres, la cyberhumiliation serait une forme de communication ludique (Suzuki et *al.*, 2012 ; Pujazon-Zazik, Park, 2010) propres aux nouvelles liaisons numériques (Casilli, 2010). Certains travaux, et notamment ceux basés sur l'analyse de la « cyberviolence » entre mineurs, montrent de même que les épisodes de victimation seraient associés non seulement aux pratiques numériques multipliant les occasions d'interaction, mais aussi aux significations données à ces mêmes pratiques et aux trajectoires subjectives qui caractérisent les expériences des internautes *en ligne* et *hors ligne* (Blaya, 2013 ; Macilotti, 2016).

Or, si ce phénomène attire de plus en plus l'attention des chercheurs et celle des autorités publiques, c'est parce que la cyberhumiliation peut affecter de manière plus ou moins durable les individus, jusqu'à pousser certains au suicide. Ces attaques virtuelles s'imposent alors comme un problème social, de santé publique, mais aussi comme un problème juridique, puisque faute de pouvoir identifier les agresseurs retranchés derrière des avatars, le crime reste souvent impuni.

Interpellés par ces enjeux, les pouvoirs publics ont d'ailleurs adopté un ensemble de mesures visant à améliorer la réponse à la fois préventive et répressive à ces formes de déviance associées au numérique (Wall, Williams, 2014). On observe, par exemple, la création d'unités de police spécialisées dans l'investigation numérique *sur* et *via* Internet. Parallèlement, des campagnes de prévention sont réalisées tant au niveau local que national, tout comme sont mis en place des sites *web* informatifs et des numéros verts destinés aux victimes de harcèlement. Cependant, la logistique déployée semble être insuffisante non seulement pour protéger les victimes potentielles mais aussi pour identifier et punir les offenseurs. En effet, l'action des instances publiques se voit limitée non seulement par des instruments juridiques et opérationnels parfois non adaptés mais aussi par les caractéristiques propres d'une délinquance qui profite des évolutions rapides du monde numérique. Moyens d'anonymisation, problèmes de réglementation, impossibilité pour la victime de demander réparation sont autant d'exemples illustrant la complexité de la lutte contre les formes de cyberhumiliation.

La recherche sur la cyberhumiliation se penche sur certaines formes de victimation mettant en rapport Internet et les jeunes populations, à savoir la cyberviolence et le « *sexting* » secondaire se propose d'étudier la cyberhumiliation entre mineurs comme une forme particulière de cyberviolence. Contrairement à certaines approches réduisant les agressions sur Internet à une question d'usages numériques, il s'agit de démontrer notamment que la continuité entre expériences *en ligne* et *hors ligne* est centrale pour comprendre le rapport à la violence des jeunes interviewés. Cette analyse des formes d'humiliation visant les jeunes populations est complétée par des travaux qui se focalisent sur les conséquences négatives liées au *sexting*. Bien que cette pratique ne soit pas nécessairement source de victimation ou spécifique aux mineurs, les auteurs montrent que lorsque les contenus initialement produits pour un usage privé sont diffusés en ligne, la conduite de *sexting* devient particulièrement préjudiciable pour les plus jeunes. D'une part, elle peut conduire à l'humiliation des individus représentés dans les contenus échangés et, d'autre part, elle peut contribuer à enrichir le « marché » de la pédopornographie tout en soulevant nombre de questionnements quant à la réponse pénale associée.

Par ailleurs les chercheurs s'interrogent sur les pratiques en matière de lutte contre la cyberhumiliation à travers une analyse des discours véhiculés par des sites préventifs français et anglais. Après avoir évoqué le débat conceptuel en la matière, c'est à travers une comparaison des approches visibles dans ces deux contextes nationaux que le thème de la prévention de la cyberhumiliation est abordé en tentant d'en décrire les améliorations possibles. Si jusqu'ici les agressions en ligne ont été appréhendées comme des pratiques uniformes, à savoir des *intimidations numériques répétées* touchant essentiellement les *mineurs* et envisagées comme le *prolongement du harcèlement scolaire*, la recherche vise à remettre en question cette approche, qui, selon certains auteurs, entrave le travail de prévention. Ainsi, à travers l'analyse des discours véhiculés sur des sites de sensibilisation, il s'agit de démontrer qu'un travail de reconceptualisation du problème, mais aussi de redéfinition des populations ciblées, est fondamental en vue de contrer la cyberhumiliation.
